

Éducation européenne



La revue de l'AEDE



A événement exceptionnel,
numéro exceptionnel !

En européens convaincus et fiers de l'héritage laissé par les fondateurs de l'AEDE, précurseurs de la construction européenne, il nous a semblé que nous avons le devoir de nous mobiliser pour les prochaines élections du mois de juin.

Jamais depuis les premières élections de 1979, celles-ci n'ont connu un tel enjeu. Au-delà de la réaffirmation de nos valeurs, nous avons voulu donner une dimension européenne à ce numéro spécial en sollicitant nos collègues et amis engagés dans le Projet Culturel Européen pour qu'ils nous apportent leur vision de ces élections. Qu'ils en soient remerciés !

En pédagogues que nous sommes et puisque près de 50% des français se disent mal informés, nous avons aussi essayé à l'aide de quelques liens de préciser les enjeux de ces élections. En quelques clics, elles n'auront plus de secret pour vous.

Le Bureau de l'AEDE-France vous souhaite une bonne lecture et n'oubliez pas d'aller voter !

Numéro spécial
ÉLECTIONS EUROPÉENNES
JUIN 2024



Allons
Voter!

Éditorial

Refondation...

Le temps n'est plus pour l'Union Européenne de se pencher sur la courbure des concombres ou la taille des bananes.

La multipolarité et les bouleversements mondiaux qu'elle entraîne, l'émergence d'un "Sud global" encore mal défini, le rejet qui en découle d'un modèle occidental nous amène à repenser les fondements mêmes de l'Union européenne.

Car nous avons changé de siècle, L'union Européenne a été bâtie au XX^e siècle sur un modèle conçu pour 6 pays puis 9 puis 15... Ce cadre est maintenant obsolète non seulement parce qu'il concerne 27 pays avec leurs différences naturelles et leurs identités légitimes mais surtout parce que le monde n'est plus le même, ce que soulignait dernièrement Mario Draghi dans une conférence* récente à Bruxelles : « *Notre organisation, notre processus décisionnel et notre financement ont été conçus pour le monde d'avant—avant le Covid-19, avant l'Ukraine, avant l'embrassement au Moyen-Orient, avant le retour de la rivalité entre grandes puissances. Or nous avons besoin d'une Union européenne adaptée au monde d'aujourd'hui et de demain. C'est pourquoi je propose un changement radical—car un changement radical est nécessaire.* »

Face aux assauts débridés des géants économiques que sont les Etats-Unis et la Chine, l'Europe ne peut plus se contenter de réguler, de réglementer. Elle doit se réinventer pour rester elle-même. Il lui faut imaginer, innover, prendre des risques, en un mot redevenir le moteur de progrès social, sociétal, économique qu'elle était au siècle dernier et l'on ajoutera environnemental et culturel car ces dimensions sont tout aussi premières.

C'est une révolution qu'il faut faire au niveau de nos institutions européennes, leur tâche ne doit plus être uniquement de concevoir des cadres partagés mais autant de promouvoir et de soutenir les initiatives, les projets les innovations qui feront l'Europe de demain.

Mais cela ne pourra être possible que si les 27 pays acceptent d'assumer pleinement leur solidarité.

L'Europe n'existera que si elle affiche unité, force et capacité à se défendre par elle-même car le "camp occidental", autrement dit la relation privilégiée et la dépendance qui en découle avec l'Amérique du Nord, est lui aussi en pleine évolution et risque de l'être davantage en novembre prochain.

(...)

Sommaire

- Éditorial ...2-3
- La position de l'AEDE... 4-5
- Actualité...3-4
- Vu d'Autriche ...6
- Vu d'Espagne7-8
- Vu de République Tchèque ..9-10
- Vu de Lettonie ...11
- Vu des Pays-Bas..12
- Vu de Bulgarie... 13
- Vu d'Italie.. 14-15
- Vu d'Allemagne...16
- Un peu d'histoire....17
- Des livres ...18
- Rejoignez-nous ! ..19

..Face à la montée inquiétante des nationalismes, Il est urgent de répéter que ce n'est pas en affaiblissant l'Europe que l'on rendra sa nation plus forte. En 1950, Ernst Friedländer, publicitaire visionnaire, le disait déjà : « *Il faut dire à nos nations qu'elles ne pourront sauver leur individualité qu'en sacrifiant leur souveraineté fictive* ».

L'Europe de demain dépendra des choix que les électeurs des 27 pays feront en ce mois de juin. Pour la première fois probablement depuis 1979, l'Europe et pas uniquement l'Union européenne est à la croisée des chemins et nul ne sait quelle sera la direction prise.

Quelle Europe voulons-nous pour nous, nos enfants et petits enfants ? C'est à l'aune de cette question et forts d'une réflexion étayée sur les propositions des uns et des autres qu'il nous faudra nous rendre en masse dans les bureaux de vote en juin.

Christian SAINT-LEZER
Président AEDE-France

* lien vers la conférence de Mario Draghi sur le site de [Le Grand Continent](#)

Actualités



Pour tout savoir sur les prochaines élections européennes, sur le rôle du Parlement et ses modalités de fonctionnement, rendez-vous sur le site de l'Institut Jacques Delors.

[ici](#)



Pour vos élèves, téléchargez la boîte à outils pédagogique sur le Youth Hub du Parlement Européen, une mine d'infos et de supports à utiliser !

[ici](#)

Élections européennes

La position de l'AEDE-France



Alain FLEURY
Vice-président

A quelques semaines des prochaines élections européennes, il a paru important à la section française de l'A.E.D.E. de partager les réflexions qu'entraîne chez elle cette perspective.

Non qu'il s'agisse d'intervenir sur ce que seront les options des uns et des autres mais pour manifester l'importance de ce scrutin à la lumière de la situation de notre monde et de nos convictions.

Qu'il faille voter, quel que soit le regard que l'on porte sur l'état actuel de l'Europe, nous paraît d'une déterminante nécessité ; nous savons bien, quoi qu'on en pense, à quel point elle est présente dans la marche des collectivités nationales qui la constituent et dans le champ de nos actions individuelles. Chaque sujet important à l'échelon national a également un angle européen

Suite aux élections qui viennent, plusieurs chantiers structurels et réglementaires qui, plus ou moins directement, nous concernent tous vont être ouverts. Confrontés à la convergence des crises existentielles que nous savons comme les différents conflits actuels et à venir comme de nombreuses et importantes élections nationales, il est essentiel que l'Europe puisse compter sur le plus grand nombre de citoyens engagés par leur vote.

Malheureusement, si le fait de compter sur un nombre important de votants pourra paraître positif, ce ne suffira pas dissiper tous les nuages qui se sont accumulés depuis des années sur la dynamique européenne et le fait de voter aux élections européennes sur une base qui reste très nationale quand elle n'est pas ouvertement nationaliste ne contribue nullement à renforcer l'existence d'une Europe citoyenne fondée sur des valeurs, une culture et une histoire partagées.

Certes le sentiment d'appartenance à l'Union reste sans doute majoritaire mais une majorité des Européens pense que sa voix n'est pas prise en compte par une démocratie européenne dont la complexité les déroutent. Il est clair que, lorsqu'il existe, le rejet d'une Europe intégrée se nourrit d'une combinaison entre la réticence à des transferts de compétences vers des institutions communes tenues en suspicion, la méfiance envers les Etats membres partenaires et le doute quant à l'équité de la répartition des gains entre les pays participants. Compte tenu de tous ces éléments, il est évident que le degré d'identification à l'Europe reste faible et le sentiment d'appartenance à la nation, premier, sous de nombreux avatars dont certains sont dangereusement ambigus.

Actualités (suite)

Tout savoir sur les élections européennes



Le site Toute l'Europe a constitué un dossier réactualisé en permanence pour tout savoir des élections européennes

[ici](#)



La fondation Robert Schuman a également constitué un dossier fort instructif

[ici](#)



Le Mouvement Européen, partenaire de l'AEDE a créé un site spécial Elections européennes

[ici](#)



Sauvons l'Europe est une association pro-européenne et progressiste qui s'engage pour la construction d'une Europe qui soit un espace commun de libertés et de protection sociale, acteur écologique dans le concert mondial.

[ici](#)

Or que montre bien la situation actuelle ? Que la guerre, les réfugiés, les inégalités sociales ne connaissent pas de frontières. Les gouvernements nationaux ne peuvent à eux seuls surmonter ces obstacles, ce qui conduit à la division, à l'extrémisme et à la paralysie dont nous constatons le développement. ..

L'Europe fait face à des défis globaux qu'aucun pays de l'UE ne peut relever seul avec succès. Plus que jamais elle doit être l'Union dont le monde a besoin pour que soient préservés des équilibres fondamentaux. En allant voter, il ne peut être question d'avoir le seul sentiment, certes non négligeable, par notre nombre, de renforcer la démocratie. Il conviendra de ne pas oublier que l'Europe est le résultat de ce que les Etats membres en font, qu'elle peut être changée et qu'à défaut d'être le problème que d'aucuns se plaisent à soulever, elle peut devenir une solution, à condition que le pragmatisme, le désir de s'entendre et l'équilibre de concessions mutuelles écartent des idéologies archaïques.

Il s'agit sans tarder de forger une Europe qui s'adresse à chaque individu, indépendamment de son identité, de sa situation géographique ou de sa profession, une Europe qui se donne les moyens de se défendre et avec elle ses valeurs de référence, la dignité, la solidarité, l'équité et la transparence.

Cela implique des changements significatifs auxquels il faudra penser au moment où les citoyens européens que nous sommes ou devrions être vont voter.

Et là est bien l'essentiel. La question est de bâtir une citoyenneté commune à partir d'identités nationales différentes et de forger une conscience européenne. Or cette citoyenneté européenne ne peut être fondée que sur les valeurs communes aux peuples qui composent l'Union et s'enraciner dans la transmission d'une histoire et d'une civilisation.

Rien n'est encore tout à fait perdu. La citoyenneté européenne a fait preuve de sa plasticité : ancrée dans la réalité des Etats-nations par son mode d'acquisition, son contenu n'a cessé de s'enrichir des apports de la jurisprudence et des traités successifs et beaucoup ont pensé qu'à partir de cette Europe garantissant des normes identiques pour tous il était possible que s'édifie une nouvelle forme de solidarité civique et politique à l'échelle européenne.

Malheureusement, force est de constater que la dynamique qui certes a pu permettre à l'Europe de mieux répondre aux défis de la mondialisation ne suffit pas à créer un "patriotisme européen" à la mesure de notre monde actuel et dans ces conditions la capacité de résistance d'Etats-nations légitimement attachés à leur identité linguistique, culturelle, sociale et politique est en train de constituer un handicap dont les effets paraissent chaque jour un peu plus périlleux pour l'existence même de l'Europe.

L'émergence et la consolidation incessante d'une citoyenneté européenne est, à nos yeux, peut-être la dernière chance que l'Europe continue d'exister et joue le rôle qu'on est en droit d'attendre d'elle.

A nous de faire passer le message, par toutes les formes possibles auprès des jeunes générations. Il est essentiel que grâce à elles l'Europe continue d'exister pleinement et contribue, à travers les valeurs et la culture qui sont les siennes à leur accomplissement.

Les élections européennes vues d'AUTRICHE



Elisabeth DITTRICH
Présidente AEDE

En Autriche, la campagne électorale prend de l'ampleur et les sondages se font nombreux. Étant donné que nous avons des élections au Conseil national en Autriche à la fin du mois de septembre, les élections européennes sont également une sorte de "test" pour nos partis politiques.

Selon les sondages (vidéo krone.tv), jusqu'à 70 % des électeurs éligibles veulent aller voter, l'élection est considérée comme décisive et les votes pro-européens prédominent, à ma connaissance, même s'il y en a bien sûr un groupe très critique profitant des crises multiples pour attiser la peur des citoyens. Mais en même temps il est également vrai que, généralement peu de temps avant les élections, l'état d'esprit change en ce sens que l'Autriche veut être « parmi les autres, en groupe, pas seule » en tant que pays de taille moyenne en Europe, comme ce fut déjà le cas lors du référendum de 1994. Après beaucoup de discussions et de critiques, en fin de compte, la majorité a toujours décidé positivement, à espérer cette fois-ci aussi.

Le baromètre de l'intégration du 30/04/2024 donne le tableau suivant des situations vues problématiques et préoccupantes : Le dernier sondage d'opinion réalisé par Peter Hajek pour le compte du Fonds autrichien d'intégration (ÖIF) met en évidence les préoccupations de la population autrichienne concernant l'intégration et la coexistence des personnes issues de l'immigration et non issues de l'immigration : Les résultats montrent que 60% des personnes interrogées sont souvent préoccupées par l'intégration des réfugiés. L'Islam politique et les conflits qui y sont liés entre les groupes de migrants sont également très préoccupants pour 55% des personnes interrogées. Il ne faut pas non plus négliger la crainte persistante d'une nouvelle vague de réfugiés, similaire à celle de 2015. Mais 60 % ont une opinion positive de la cohabitation avec les Ukrainiens déplacés par la guerre. Et une majorité de 65 % des Autrichiens estiment que le pays ne fait pas bien face à l'afflux actuel de réfugiés et de demandeurs d'asile. Les attitudes à l'égard des femmes, l'Islam politique et la radicalisation, ainsi que l'exploitation du système social, sont considérés comme particulièrement problématiques. Mais l'inflation (72 %) et les goulots d'étranglement dans le système de santé (64 %) sont actuellement considérés comme les problèmes les plus urgents.

Je crois que nous sommes aujourd'hui à un tournant vers une « nouvelle Europe », si nous le voulons : il est temps pour nous tous de penser et agir en européen et non plus seulement "national" dans une Europe commune !



Les élections européennes vues d'ESPAGNE



Ma Elena GOMEZ PARRA
Faculté d'Éducation
Université de CORDOUE

Selon les derniers constats effectués, les perceptions des citoyens espagnols à l'égard des élections européennes de juin 2024 reflètent un large éventail de sentiments et d'opinions. Alors que certains expriment leur enthousiasme et leur engagement envers le processus démocratique, y voyant une occasion de façonner l'avenir de l'Union européenne, d'autres font preuve de scepticisme ou d'apathie, citant des préoccupations sur des questions telles que la participation électorale et la distance perçue entre les institutions européennes et les citoyens ordinaires.

Les récents développements de la politique européenne, y compris les débats sur des questions politiques clés telles que le changement climatique, la migration et la reprise économique, sont susceptibles d'avoir influencé l'attitude des citoyens à l'égard des élections. En outre, des facteurs tels que la pandémie actuelle de COVID-19 et ses répercussions socio-économiques peuvent également jouer un rôle important dans la formation des perceptions et des priorités des électeurs.

Dans l'ensemble, les perceptions des citoyens espagnols à l'égard des élections européennes de juin 2024 sont multiples et dynamiques, reflétant les complexités de la politique européenne contemporaine et de la dynamique sociétale.

Cependant, les électeurs espagnols seront fortement influencés (et probablement pas de manière positive) par le discours fort des partis indépendantistes en Espagne. Il semble que le vote aux élections européennes aura un impact sévère sur la politique espagnole ces jours-ci, le gouvernement espagnol étant dépendant des votes des partis indépendantistes pour continuer à gouverner.

Plusieurs questions clés ont souvent été au premier plan des élections européennes, reflétant les diverses préoccupations et priorités à travers le continent.

Ces questions varient en fonction du climat politique, de l'actualité et de la dynamique régionale. Toutefois, les thèmes suivants sont communément partagés :

- **Stabilité économique et croissance** : les préoccupations économiques, notamment les taux de chômage, les inégalités de revenus, le taux d'inflation et la croissance économique sont des questions récurrentes dans les élections européennes pour les Espagnols.
- **Politiques d'immigration et d'asile** : Les politiques d'immigration et d'asile occupent souvent une place importante dans les élections européennes, en particulier dans le contexte des débats sur le contrôle des frontières, la réinstallation des réfugiés et les efforts d'intégration. Les régions autonomes espagnoles d'Andalousie et des îles Canaries sont fortement touchées par l'immigration clandestine. La gestion des flux migratoires et le traitement des demandeurs d'asile sont donc des questions controversées susceptibles d'influencer l'opinion des électeurs espagnols.

- **Intégration européenne et souveraineté** : L'équilibre entre l'intégration européenne et la souveraineté nationale est un thème récurrent dans les élections européennes, certains électeurs exprimant leur soutien à une intégration plus poussée et d'autres plaidant pour une plus grande autonomie nationale. Les débats sur le rôle de l'Union européenne dans des domaines tels que la défense (principalement en raison de l'impact des guerres Israël-Gaza et Russie-Ukraine) et la politique étrangère peuvent jouer un rôle dans le sens des votes.
- **Changement climatique et durabilité environnementale** : La prise de conscience croissante du changement climatique et de la dégradation de l'environnement a mis les questions environnementales au premier plan de la politique européenne. Certains électeurs espagnols pourraient donner la priorité aux politiques liées aux énergies renouvelables, à la réduction des émissions de carbone, à la conservation de la biodiversité et au développement durable lorsqu'ils évaluent les candidats et les partis politiques.
- **Protection sociale et soins de santé** : Les préoccupations en matière de protection sociale, notamment l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux services sociaux, sont des considérations importantes pour de nombreux électeurs espagnols lors des élections européennes de 2024.
- **Réforme de l'UE et responsabilité démocratique** : certains électeurs s'inquiètent du fonctionnement et de la légitimité démocratique des institutions de l'UE, appelant à des réformes pour améliorer la transparence, la responsabilité et la gouvernance démocratique au sein de l'Union européenne.

Ces questions, parmi d'autres, pourraient façonner le paysage électoral des élections européennes, reflétant la diversité des intérêts, des valeurs et des priorités des électeurs espagnols.



Les élections européennes vues de la RÉPUBLIQUE TCHÈQUE



Philip SELBIE
Faculté d'éducation
Université Charles
Prague

Selon un sondage Eurobaromètre publié le 17 avril, les citoyens tchèques s'intéressent de plus en plus aux élections européennes et ont une attitude plus positive à l'égard du Parlement européen qu'auparavant.

Le sondage indique que 38 % des Tchèques s'intéressent aux élections européennes, soit 22 % de plus qu'en 2019, ce qui reste toutefois bien en deçà de la moyenne européenne de 60 %. Environ 58 % des Tchèques ont déclaré qu'ils étaient susceptibles de voter aux élections européennes en juin, soit une augmentation de 28 points de pourcentage par rapport à 2019, même si, là encore, ce chiffre est inférieur aux 71 % enregistrés dans l'ensemble de l'UE.

Seuls 32 % des Tchèques souhaiteraient que le Parlement européen joue un rôle plus important dans leur vie, ce qui est le chiffre le plus bas parmi les 27 États membres de l'UE, où la moyenne est de 56 %.

Depuis que la Russie a lancé son invasion massive de l'Ukraine en février 2022, la sécurité nationale est la question la plus importante pour la majorité des Tchèques. Les événements historiques de la seconde moitié du XXe siècle ont laissé de profondes cicatrices dans la mémoire de nombreuses personnes âgées. Les données d'Eurostat montrent que la République tchèque a accordé le "statut de protection temporaire" au plus grand nombre de réfugiés ukrainiens (par habitant), ce qui a été généralement soutenu par les 10,5 millions de Tchèques.

Ces derniers mois, le coût permanent de l'accueil des réfugiés et le coût permanent de l'aide financière pour aider l'Ukraine à se défendre ont fait l'objet d'un examen de plus en plus minutieux. Les campagnes politiques les plus extrêmes pour les élections européennes mettront l'accent sur la cause de l'augmentation des coûts et des problèmes intérieurs qui y sont associés. D'un autre côté, le gouvernement de coalition de centre-droit a défendu son bilan économique au cours des 12 derniers mois, avec une inflation d'environ 2,2 %, contre 16,5 % il y a un an. Une analyse récente de l'une des plus grandes banques suggère que le niveau de vie s'est considérablement amélioré depuis l'adhésion du pays à l'UE, le PIB réel par habitant ayant augmenté de 40 %.

Le renforcement de l'industrie européenne de la défense et la promotion de l'indépendance de l'UE dans les secteurs de l'industrie et de l'énergie sont considérés comme essentiels pour les Tchèques. Toutefois, la récente enquête Eurobaromètre révèle également une divergence entre les préoccupations des Tchèques et celles du reste de l'Union européenne.

Les récentes protestations des agriculteurs tchèques indiquent que le Green Deal pour l'Europe pourrait ne pas être politiquement viable, car seule une petite proportion de Tchèques considère que l'action contre le changement climatique est essentielle, ce qui est bien en dessous de la moyenne de l'UE. En outre, l'adoption récente du Pacte sur les migrations et l'asile par le Parlement européen fait déjà l'objet de vives critiques de la part des partis d'opposition du gouvernement.

La stratégie décennale de la République tchèque pour la politique de l'éducation 2030+ vise à garantir que l'éducation se concentre davantage sur l'acquisition par les apprenants des compétences nécessaires à une vie civique, professionnelle et personnelle active. La réduction des inégalités dans l'accès à une éducation de qualité est également considérée comme une priorité.

Se préparer à de nouveaux défis tout en résolvant les problèmes qui persistent dans l'éducation tchèque sera possible grâce à un financement accru (?), des changements apportés au contenu des programmes, aux méthodes d'enseignement et aux pratiques d'évaluation, ainsi qu'à un soutien accru au personnel de l'éducation.



Les élections européennes vues de LETTONIE

En Lettonie, les élections au Parlement européen sont prises très au sérieux. Elles sont préparées par les forces politiques qui souhaitent représenter les intérêts de la Lettonie au Parlement européen, par les autorités électorales - les commissions électorales - et par les citoyens qui suivent les campagnes électorales des candidats au Parlement européen.



Erodeja KIRILLOVA
Zemite school

Les forces politiques qui cherchent à obtenir un mandat pour représenter la Lettonie organisent des réunions d'information avec les citoyens et présentent leurs points de vue sur les processus dans lesquels elles sont prêtes à s'engager si elles sont élues.

Selon nous, le principal défi est de maintenir la stabilité des processus politiques et économiques en cours en Europe, avec le changement de députés au Parlement européen. Pour l'instant, l'ensemble de l'Europe doit maintenir son unité politique et économique, ce qui renforcera la stabilité et la sécurité des pays inclus dans tous les aspects.

Il nous semble essentiel de continuer à soutenir, par le biais de divers instruments politiques et de subventions, l'éducation des citoyens européens à différents âges - de l'école maternelle à l'apprentissage tout au long de la vie - car seule une société éduquée peut être plus ouverte à la tolérance et à l'acceptation mutuelles.

Pour la Lettonie et ses citoyens, être membre de l'UE est important car cela ouvre des opportunités dans tous les domaines de la vie. L'ouverture des frontières pour les voyages, les possibilités d'éducation et d'expérience professionnelle, la coopération économique, scientifique et médicale, ainsi que tout échange d'expériences qui enrichissent la population et favorisent la croissance mutuelle sont très importants.

La Lettonie offre également de nombreuses possibilités d'enrichir l'expérience des Européens : nous avons une nature magnifique, une architecture importante sur le plan historique, de grands artistes dans divers domaines culturels, nous sommes créatifs et nous avons de grandes réalisations dans les domaines de la science et du sport.

Bien sûr, il y a aussi des eurosceptiques dans notre pays qui se dissocient, au moins en paroles, des valeurs européennes, mais cela ne fait que créer un défi commun pour nous d'éduquer le public encore plus et plus profondément sur les opportunités et les avantages communs de l'appartenance à l'UE. Nous souhaitons à chacun de vivre avec un cœur et un esprit ouverts, car seule l'unité fait la force !



Les élections européennes vues des PAYS-BAS



Marcel VAN DEN MUNCKHOF
et Charlotte VELLENGA
Professeurs de français

Les élections pour le parlement néerlandais ont eu lieu en novembre 2023. Lors de ces élections, le parti nationaliste de Geert Wilders (PVV) est devenu le plus important. Ce parti souhaite notamment moins d'immigrants, préférerait fermer les frontières et faire passer les Pays-Bas en premier. De nombreux projets contraires à l'État de droit ou aux droits de l'homme ont été heureusement abandonnés par Geert Wilders, tout comme l'idée de quitter l'UE.

Actuellement, des tentatives sont faites pour former un gouvernement avec le PVV, le VVD (le parti libéral du premier ministre sortant Mark Rutte), le Mouvement des citoyens paysans BBB et un nouveau parti, le NSC (Nieuw Sociaal Contract, qui est en fait une scission du parti démocrate-chrétien CDA). Lors des élections de novembre, le binôme PVDA/Groen Links (parti travailliste et les Verts) est arrivé en deuxième position. L'ancien commissaire européen Frans Timmermans en est la tête de liste, mais ce parti est mis à l'écart et il est peu probable qu'il rejoigne le gouvernement.

Lors des élections nationales, les Néerlandais avaient le choix entre 26 partis, de gauche à droite, des petits et des grands partis, avec des objectifs particuliers tels que le Partij voor de Dieren (émergeant pour les droits des animaux), le Piratenpartij, 50Plus ou le Partij voor de Sport. Le système électoral néerlandais admet un parti s'il a franchi le seuil électoral et dispose donc d'un soutien suffisant. Sur les 26 partis participants, 11 n'ont pas réussi à obtenir un seul siège à l'Assemblée nationale.

Les élections ayant eu lieu récemment, nous pouvons constater que le paysage politique s'est considérablement déplacé vers la droite. Le parti de Geert Wilders PVV est candidat aux élections européennes et tentera d'influencer les projets de l'UE de l'intérieur. Victor Orbán (Hongrie), Marine Le Pen (France) et Giorgia Meloni (Italie) sont de bons amis de Wilders. Le PVV a pu prendre une telle ampleur grâce au mécontentement qui règne actuellement aux Pays-Bas. La confiance dans la politique a sombré et un grand nombre de Néerlandais se sentent abandonnés par les choix qui sont faits actuellement : pénurie de logements, règles de réduction de l'azote et autres restrictions imposées aux agriculteurs, l'approche du changement climatique et différences entre les riches et les pauvres. Pour de nombreux électeurs du PVV, les accords en cours sont la faute de l'Europe.

Une enquête montre que plus de la moitié des électeurs néerlandais ne savent pas que les membres néerlandais du Parlement européen seront élus le 6 juin. Des campagnes seront lancées dans un avenir proche pour sensibiliser le public à ces élections européennes et à l'importance de l'Europe. Non seulement pour les citoyens néerlandais, mais aussi pour tous les citoyens européens.

Peut-être que la participation néerlandaise au concours Eurovision de la Chanson, Europapa, apporte une contribution positive au sentiment européen !



Les élections européennes vues de BULGARIE

A la veille des prochaines élections européennes , des étudiants bulgares, qui vont voter pour la première fois, ont partagé leurs réflexions spécifiquement bulgares, sur les principaux enjeux de ces élections et sur ce qu'ils attendent ou souhaitent du prochain mandat et des représentants bulgares, en particulier dans le domaine de l'éducation.



Un grand merci aux élèves de
Maria DOBCHEEVA et Stefka KITANOVA

L'excitation est très forte chez eux, ils considèrent ces élections avec sérieux et une forme de gravité, car il est clair pour eux que leur futur est entre leurs mains.

Certains d'entre eux constatent avec regret que les Bulgares ne s'intéressent pas beaucoup aux élections européennes, qu'ils ne les considèrent pas comme importantes, il y a peu de commentaires à ce sujet, probablement en raison de l'instabilité gouvernementale et les élections européennes sont éclipsées par le projet de nouvelles élections au Parlement.

Ceci explique que peu de gens votent aux élections européennes, car ils considèrent que ce n'est pas important. Ils regrettent aussi que ce soit souvent les mêmes personnes sont élues encore et encore et que, de ce fait , de moins en moins de gens votent. La corruption est également mentionnée comme l'un des obstacles au vote.

Les étudiants aimeraient des représentants attachés aux droits de l'homme et qui travaillent à rendre le système éducatif plus flexible, plus attrayant et plus fiable. En outre, ils souhaitent que le système s'inspire des meilleures pratiques européennes - plus de projets partagés, de bourses de mobilités, d'apprentissages pratiques qui pourraient être utiles en dehors de l'école.

Ils affirment qu'il faut, pour le pays, investir dans les infrastructures et promouvoir davantage l'apprentissage tout au long de la vie.

Pour d'autres, les élections européennes ne les affectent pas directement, c'est pourquoi ils ne les considèrent pas comme un problème important, ils regrettent aussi que les mêmes personnes sont élues encore et encore et c'est peut-être pour cela que de moins en moins de gens votent. La corruption est également mentionnée comme l'un des obstacles au vote.

Les étudiants affirment également qu'il n'y a pas de pays parfait, mais qu'en Bulgarie, les politiciens et les nombreux partis ne savent pas comment faire leur travail, n'écoutent pas suffisamment les citoyens et n'ont que peu de contact avec eux, avec les enseignants et avec les étudiants.



Les élections européennes vues d'Italie

Mon impression sur la façon dont les élections européennes sont perçues en Italie n'est pas très réjouissante.

Les élections européennes sont généralement considérées par les partis italiens comme un prolongement de leurs campagnes électorales nationales perpétuelles, ce qui donne lieu à des discussions politiques très éloignées des questions au centre du débat européen ou superficiellement abordées pour promouvoir leur propre position ou pour discréditer leurs adversaires.



Jacopo ONDO
Diculther

Mais les élections de 2024 semblent avoir atteint un niveau inédit de mise à distance de l'agenda politique, social et culturel de l'Union européenne. L'Europe parle de plan de relance, l'environnement, de la crise de la natalité, des migrants, des guerres ; au lieu de cela, en Italie, les sujets quotidiens (et les bannières électorales) se concentrent sur la souveraineté nationale – quelle signification qu'elle puisse avoir -la sécurité des maisons et des voitures, le refus des migrants, la xénophobie et l'importance et la centralité inévitables de la cuisine italienne.

Je suis préoccupé par le fait qu'à l'exception de ce dernier point, ces thèmes et ces messages semblent être un sinistre dénominateur commun.

Cette "approche" des élections européennes a évidemment des conséquences négatives importantes sur la façon dont les électeurs les perçoivent.

Dans l'électorat italien, j'ai l'impression qu'il y a principalement trois groupes d'électeurs : ceux qui suivront avec enthousiasme leur leader de référence (actuel) qui, dans la plupart des cas, est plus ou moins explicitement anti-européen, ceux qui sont très inquiets de l'issue de ces élections, et le groupe le plus important, ceux qui n'iront pas voter.

Je ne suis pas sûr que le premier groupe soit plus important que le second, mais je ne peux pas l'affirmer. Toutefois, Je ne serais pas surpris ni déçu si les coalitions anti-européennes perdaient les élections.

Mes rêves, je dirai plutôt mes souhaits compte tenu du paysage politique, sont que l'Europe, dans le prochain mandat, poursuive et accélère son chemin vers une union plus forte, une égalité plus large et plus cohérente, une justice sociale solide et un développement durable accepté par tous.

Mais aussi, il faut souhaiter une politique d'inclusion et d'intégration efficace et solidaire, une application effective des accords passés et des politiques européennes communément décidées, une transition cohérente et durable vers une économie verte et en ce qui nous concerne directement, un investissement fort, intégral et à long terme dans la recherche et l'éducation.

En ce qui concerne ce dernier point, je suis extrêmement convaincu que la recherche et l'éducation sont absolument fondamentales pour l'épanouissement de la vie humaine sous toutes ses formes et dans toutes ses directions, et qu'elles méritent la plus grande attention et le plus grand soin.

Mon impression sur cette question - issue de mon expérience de chercheur et d'enseignant - est qu'il existe en Europe un immense potentiel humain et tous les prémices culturels et éthiques nécessaires pour rénover tous les secteurs de l'économie et de la société, pour établir de nouvelles formes de citoyenneté active et de bien-être réellement partagé.

Mais cela ne pourra se faire sans investir dans l'avenir et sans accorder la primauté, tant sur le plan culturel qu'économique, à la recherche et à l'éducation.

Malheureusement, la tendance en Europe, et plus sévèrement en Italie, ne semble pas aller dans ce sens. Malgré tout le travail et les efforts déployés en Europe au cours des dernières décennies pour actualiser l'idée même d'école, de recherche et d'éducation, la situation n'a que peu évolué, les fonds alloués à l'éducation, ici en Italie, diminuant presque chaque année.



Les élections européennes vues d'ALLEMAGNE

Allemagne : Le parti de droite "Alternative für Deutschland" deviendra-t-il le deuxième parti en importance ?



Joanna PFINGSTHORN
et
Tim GIESLER
Université de BREME

A côté des élections fédérales et les élections des États, les élections au Parlement européen ne jouent qu'un rôle mineur en Allemagne. Bien que le taux de participation se soit stabilisé à un peu plus de 50 %, il est bien inférieur à celui du gouvernement fédéral (76,4 % en 2021) et des Länder (généralement plus de 60 %).

Ainsi, bien que la politique nationale joue un rôle central, les élections européennes indiquent souvent des tendances et, dans de nombreux cas, les électeurs manifestent également leur mécontentement à l'égard de la politique nationale actuelle. Il n'est donc pas surprenant que la coalition impopulaire des sociaux-démocrates, des verts et des libéraux au gouvernement fédéral n'ait pu obtenir que 33 % des voix selon les derniers sondages, tandis que les chrétiens-démocrates de l'opposition ont pu obtenir à eux seuls 30 % des voix.

Cependant, une attention particulière est accordée à l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti de droite, qui a largement dépassé les 20 % dans les sondages précédents. Cependant, le parti n'est actuellement qu'à 15 %, mais reste à égalité avec le parti de la chancelière, le SPD (16 %), et pourrait devenir le deuxième parti le plus puissant et augmenter son résultat de 2019 de 4 %.

L'AfD a été fondée en 2013 pour protester contre le sauvetage de la monnaie unique, l'euro, et s'est fait un nom en tant que parti anti-immigration dans le sillage des grands mouvements migratoires de 2015. Certaines parties du parti sont aujourd'hui considérées comme étant "d'extrême droite".

Récemment, cependant, le parti a attiré l'attention en raison de scandales tels que les soupçons de corruption à l'encontre de Bystron, membre du Bundestag, qui aurait accepté de l'argent russe, ou les accusations à l'encontre d'un ancien proche collaborateur du candidat à la direction européenne, Krah, qui est soupçonné d'être un espion chinois.

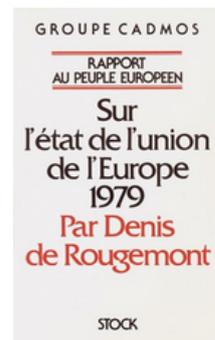
L'AfD doit également faire face à la concurrence du parti eurosceptique de l'ancien communiste Wagenknecht (Alliance Sahra Wagenknecht, BSW) dans sa tentative de gagner les électeurs protestataires.

Selon les sondages, le BSW pourrait obtenir 7 % des voix allemandes pour le Parlement européen.



Un peu d'histoire

Préparé par le « groupe Cadmos » (formé d'historiens, de philosophes, d'économistes, d'écologistes...) et mis en forme par Denis de Rougemont, ce rapport vise à éclairer l'opinion européenne au moment des premières élections directes du Parlement européen (1979), il est d'une actualité que chacun appréciera à la lecture de cet extrait .



...Cette « Europe » ne serait-elle qu'un marché ? qu'une communauté économique ? qu'une alliance d'États souverains ? Ne doit-elle pas être au contraire l'ensemble des Européens, de leurs pays, de leurs problèmes, de leurs souvenirs et de leurs espoirs, tels que douze siècles d'histoire commune et trois millénaires de cultures mêlées les ont formés, de l'Ibérie aux pays baltes, de l'Écosse aux Balkans, et de la Grèce à la Scandinavie ?

Les problèmes du siècle, par leur nature ou par leur dimension, se révèlent insolubles dans le cadre des souverainetés nationales, et appellent donc des solutions d'union continentales ou régionales, au-delà et en deçà de nos États-nations.

Car il est clair qu'aucun de nos pays ne saurait faire face isolément à ces périls. Les solutions qu'appellent des menaces planétaires ou continentales dépassent à l'évidence la capacité de chacun de nos États, tant pour leur élaboration que pour leur exécution.

Seule l'union des Européens aurait des chances sérieuses de parvenir à des résultats appréciables à l'échelle mondiale.

Tous les observateurs lucides de l'époque l'ont senti. Tous nous répètent qu'il s'agit désormais d'orienter autrement le « développement » de notre société, et de revoir la définition de ce que nous, Européens, avons été les premiers et pendant longtemps les seuls à nommer le « Progrès ». Le bonheur, le salut de l'humanité, et tout simplement : son bien-être matériel, sont-ils vraiment liés à la croissance du PNB et de la consommation d'énergie, comme l'ont cru, depuis le siècle dernier, capitalistes et communistes, socialistes et libéraux ?

Mais si cela doit nous mener de crise en conflits, ne serait-il pas temps de changer de cap ? De réviser les dogmes du progrès matériel, de la croissance illimitée de tout et de n'importe quoi, du salut par la quantité au mépris de la qualité qui ne peut pas être comptabilisée ? Demandons-nous alors qui peut imaginer, vouloir et réaliser ce changement de cap. Qui ..?

Reste alors notre « vieille Europe » : elle a été la première à inventer le Progrès, puis la première à prendre conscience de ses erreurs d'orientation. Il semblerait donc naturel qu'elle soit aussi la première capable de changer de cap et de rectifier la conception du « Progrès » qu'elle a lancée dans le monde entier et que les sociétés les plus « traditionnelles » adoptent ou subissent aujourd'hui. L'Europe va-t-elle faillir à cette mission mondiale ? Le peut-elle sans trahir ses raisons d'être et abdiquer, avec ses responsabilités, ses libertés ?

Des livres ...pour tout savoir ou presque

Page réalisée à partir du site [Culturadvisor](https://www.culturadvisor.com)



L'Europe – Encyclopédie historique, retrace l'histoire riche et complexe du continent européen. Cet ouvrage monumental est le fruit du travail de plus de 430 contributeurs.

Rédigé sous la direction de Giuliano da Empoli, l'ouvrage **Portrait d'un monde cassé – L'Europe dans l'année des grandes élections** de la revue Le Grand Continent offre une analyse incisive de l'Europe en 2024.

...et pour rire mais aussi réfléchir..**Bons baisers d'Europe** de Philippe Mouche est un "roman d'espionnage loufoque, mais d'une acuité mordante".

L'Europe – Changer ou périr de Nicole Gnesotto sonne comme un cri d'alarme et un appel à l'action.

Nous avons présenté cet ouvrage dans le dernier numéro d'Éducation européenne

L'Europe – Histoire et civilisation de Stéphane Gacon

Dans son ouvrage magistral, l'auteur nous invite à un voyage fascinant à travers les âges. Historien reconnu, il nous plonge au cœur des grandes mutations politiques, sociales et culturelles qui ont façonné le continent européen, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours.

Europe contre Europe – Entre liberté, solidarité et puissance. L'ouvrage de Laurent Warlouzet offre une analyse riche et éclairante des défis auxquels est confronté le projet européen.

